

TRAVAUX DE RENOVATION DES REVETEMENTS MURAUX ET DE SOLS DES SALLES DE BAINS - SITE DE VESOUL



Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre et OPC

GH 70 – Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques

2, rue Heymès - 70 014 VESOUL

Tél : 03 84 96 60 60

e-mail : a.zoeller@gh70.fr – e.jeudy@gh70.fr

BUCT

Sans objet

SPS

Sans objet



DCE	CCTP–LOT	11	15/07/2025	01
		NOMBRE DE PAGE	DATE	INDICE
PHASE	Rénovation des salles de bains dans 2 services du site de Vesoul			
FORMAT D'ÉDITION : Word ou PDF		EMETTEUR : M. JEUDY		
		NGF référence : +300		

Le présent document comprend 12 pages et 0 annexe

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – CONDITIONS D’EXECUTION	4
ARTICLE 4. OBJET DES TRAVAUX	4
ARTICLE 5. QUANTITES PREVISIONNELLES	4
ARTICLE 6. CONFORMITE AUX DOCUMENTS DE REFERENCE.....	5
ARTICLE 7. OBLIGATIONS DE L’ENTREPRISE.....	5
ARTICLE 8. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L’ENTREPRISE.....	6
ARTICLE 9. TRAVAUX EXCLUS DU PRESENT MARCHÉ	6
ARTICLE 10. COORDINATION	6
ARTICLE 11. CONTROLES	6
ARTICLE 12. SECURITE.....	7
ARTICLE 13. NETTOYAGE DE CHANTIER	7
ARTICLE 14. APPROVISIONNEMENTS	7
CHAPITRE IV – CONSISTANCE DES TRAVAUX	8
ARTICLE 15. GENERALITES.....	8
ARTICLE 16. ETENDUE DES TRAVAUX	8
ARTICLE 17. MATERIAUX	8
CHAPITRE V – EXECUTION DES OUVRAGES.....	10
ARTICLE 18. PREPARATIONS	10
ARTICLE 19. FOURNITURE ET POSE DES REVETEMENTS PVC SOLS ET MURS	11
ARTICLE 20. FOURNITURE ET POSE D’ACCESSOIRES DIVERS	11
ARTICLE 21. NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT D’HABITABILITE.....	12
ARTICLE 22. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	12

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice du GH70
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Monsieur Ahmed BENCHIHEB
Responsable Cellule Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et
Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Luc ROUBEZ
Ingénieur Maintenance Entretien Bâtiment
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et
Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Emmanuel JEUDY
Technicien référent du site de Vesoul
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et
Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Article 4. Objet des travaux

La présente consultation a pour objet la rénovation des salles de bains situées dans 2 services hospitaliers du site de Vesoul.

Le GH70 assurera les missions d'ordonnancement pilotage et coordination (OPC).

Lieu d'exécution des prestations :

Hôpital de Vesoul
Services de maternité et de chirurgie 1 et chirurgie 2
2 Rue René Heymès
70 000 VESOUL

L'entreprise titulaire est indistinctement nommée dans le présent Règlement de la consultation comme « entreprise », « titulaire », « entrepreneur » faisant référence à leur statut de titulaire de marché.

L'entreprise titulaire ne pourra faire valoir tout oubli ou omission ou imprécision du dossier de consultation (pièces écrites ou graphiques).

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les modalités d'exécution des travaux de rénovation des revêtements muraux et de sol des salles de bains du GH70 – Site de Vesoul.

Ces travaux incluent notamment la mise en place de mesures de protection visant à limiter le risque aspergillaire.

À ce titre, les dispositions suivantes devront être appliquées :

- Mise en place quotidienne d'un drap humide à l'entrée de la chambre,
- Fermeture systématique des portes des zones en travaux,
- Installation d'un drap humide en bas de porte pour éviter la dispersion des poussières.

L'ensemble de ces mesures devra être validé en amont par le service d'hygiène hospitalière. Elles pourront être ajustées en fonction du type d'activité hospitalière exercée dans le service concerné, et ce, tout au long du chantier.

Préparation complète des supports (murs et sols) avant la mise en œuvre des nouveaux revêtements, dépose des revêtements de sol existants et réfection des sols avec fourniture et pose d'un revêtement PVC antidérapant adapté aux environnements humides, fourniture et pose de revêtements muraux par application de lés de type *Tara Douche* ou équivalent, spécifiquement conçus pour les zones humides.

Article 5. Quantités prévisionnelles

Les quantités prévisionnelles annuelles sont indiquées dans le DPGF.

La rénovation des salles de bains concernera :

- 13 unités en maternité ;
- 06 en psychiatrie.

Ces quantités sont données à titre indicatif et constituent un maximum. Elles pourront varier à la hausse de + 20%.

Article 6. Conformité aux documents de référence

A - Revêtement souples

Les travaux de sols souples devront être conformes à la réglementation en vigueur (normes et DTU) et notamment :

DTU 26.2 - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

DTU 26.2/52.1 - Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottante et sous carrelage

DTU 53.1 - Revêtements de sol textiles

DTU 59-2 – Revêtements de sols épais

NF DTU 53.2 - Revêtements de sol PVC collés

Fascicule 3469 - Exécution des enduits de préparation de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol

B - Règlement de sécurité

Le respect du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public sera obligatoire et l'entreprise ne pourra donc se prévaloir du manque de renseignement concernant ce règlement et devra l'appliquer dans tous ses travaux.

C - Certificats du C.S.T.B

Les certificats du C.S.T.B., ainsi que les procès-verbaux d'agrément des matériaux seront fournis par l'entrepreneur pendant la période de préparation.

Article 7. Obligations de l'entreprise

Les plans et descriptifs sont remis aux entreprises pour fixer la nature et l'importance des travaux faisant l'objet du programme ou notice descriptive générales des travaux

Le présent document s'est efforcé de renseigner les entreprises sur la nature des ouvrages à exécuter, mais il est spécifié que les dispositions dudit document n'ont pas un caractère limitatif.

L'entrepreneur déclaré adjudicataire devra signaler, avant l'établissement de son marché, les dispositions qui ne lui paraissent pas en rapport avec la solidité ou la conservation des ouvrages.

Le fait d'exécuter, sans en rien changer les prescriptions des documents techniques, ne peut atténuer en quoi que ce soit la responsabilité de l'entreprise.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, non plus que des éléments locaux tels que moyens d'accès, conditions climatiques, etc....

De même, l'entrepreneur devra se soumettre aux conditions générales de qualification et d'assurance prévues par le maître d'œuvre.

NOTA : Pour l'établissement de leur proposition, les entreprises devront se conformer obligatoirement à l'avant métré joint au dossier. Avant signature du marché, l'entreprise retenue pourra présenter ses éventuelles observations au maître d'ouvrage pour l'établissement de son forfait.

Après signature du marché, les quantités seront considérées acceptées par l'entreprise et forfaitisées.

Article 8. Documents à fournir par l'entreprise

➤ *Au début du chantier :*

L'entrepreneur du présent lot devra fournir dans le cadre des études, les plans de détail et schémas de ses ouvrages nécessaires à la mise au point des réservations diverses par le maître d'œuvre.

➤ *En cours de chantier :*

Avant pose, deux mois avant la date prévue au planning contractuel d'exécution, l'entrepreneur devra présenter au maître d'œuvre les échantillons concernant toutes les finitions prévues au présent lot.

Les échantillons resteront à demeure sur le chantier dans un local prévu à cet effet jusqu'à réception des travaux, afin de confirmer la conformité aux choix effectués par le maître d'œuvre.

L'entreprise du présent lot devra intervenir pour les travaux la concernant dans le respect des dates d'achèvement.

Article 9. Travaux exclus du présent marché

Les travaux suivants seront exclus du marché :

Les raccords de revêtement (carrelage, peinture, revêtements divers) correspondant à la fourniture et la pose des éléments d'équipements tels que les éléments d'éclairage, de conditionnement d'air, des canalisations pour fluides, et toutes liaisons entre ces éléments et ceux des plafonds, les protections décoratives et peinture.

Article 10. Coordination

L'entrepreneur est tenu d'obtenir du maître d'ouvrage toutes les prescriptions et renseignements sur les ouvrages pouvant avoir une relation avec ceux du présent lot.

Article 11. Contrôles

L'entrepreneur s'assurera que des produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications du marché.

Sur le chantier, l'entrepreneur s'assurera que ses fournitures sont convenablement protégées des agressions, des agents atmosphériques et de déformations mécaniques.

L'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

L'entrepreneur vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U ou règles de l'art.

L'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles.

L'entrepreneur est tenu de consulter tous les corps d'état, afin d'être renseigné si, sur les ouvrages destinés à être peints, il a été employé à cette occasion des adjuvants, des catalyseurs ou tout autre produit chimique.

L'entrepreneur ne commencera les travaux qu'après remise en état parfait des lieux par les entreprises responsables. S'il reste malgré tout, des surfaces détériorées par les autres corps de métiers, l'entrepreneur devra procéder aux réfections nécessaires.

Article 12. Sécurité

12.1. Bureau de contrôle

Sans objet

12.2. Contrôleur SPS

Sans objet.

12.3. Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé

Le chantier étant soumis aux dispositions du décret n° 94.1159 du 26/12/1994, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le plan sera validé par les services techniques et le service d'hygiène avant toute intervention.

Article 13. Nettoyage de chantier

L'entreprise sera responsable de la gestion et de l'évacuation de l'ensemble des déchets, déblais, chutes et gravats générés par ses interventions. Le chantier devra être maintenu propre en permanence, avec **un nettoyage quotidien** obligatoire en fin de journée.

Les allers-retours devront être strictement limités au périmètre défini de la zone de travaux.

Le transfert des matériaux de construction et de démolition devra s'effectuer selon un circuit validé en amont par le service d'hygiène.

Les matériaux devront être transportés dans des conteneurs fermés, propres, fournis par le GH70, et protégés par une housse plastique. Tout déplacement hors protocole sera strictement interdit.

Un drap humide devra être installé chaque jour à l'entrée de la chambre en chantier afin de limiter la propagation des poussières et particules vers les zones voisines.

Toutes les opérations de nettoyage, de confinement, de transfert et de protection devront être rigoureusement conformes aux prescriptions du service d'hygiène du GH70. En cas de non-respect de ces consignes, le maître d'ouvrage, sur avis du service d'hygiène, pourra ordonner l'interruption immédiate du chantier, aux frais de l'entreprise.

Article 14. Approvisionnements

L'entrepreneur devra prévoir l'approvisionnement de tous ses matériaux en temps utile, de façon à respecter ponctuellement le planning, et ne pas entraver la bonne marche du chantier. L'entrepreneur devra prévoir ses travaux en plusieurs interventions si nécessaire, et ce, aux ordres du maître d'œuvre.

Article 15. Généralités

L'ensemble des prescriptions du lot revêtements de sol souples et muraux est applicable avec les spécificités suivantes pour un environnement en site occupé (service d'hébergement).

Article 16. Etendue des travaux

16.1. Etendue des travaux

Les travaux du présent lot comprendront :

- La mise en place de drap humide chaque jour à l'entrée de la chambre afin de limiter la propagation des poussières et particule ;
- L'arrachage des sols souples existants, des revêtements muraux ;
- La préparation, la réception des supports horizontaux et verticaux et leur dépoussiérage, s'il y a lieu ;
- Le traçage d'implantation des revêtements minces ;
- La mise en place des revêtements de sols ;
- La mise en place des revêtements muraux ;
- La mise en place des dispositifs de scellement si nécessaire ;
- La mise en place des joints de toutes natures ;
- La mise en œuvre des raidisseurs ou éléments d'angle et de liaison ;
- La mise en œuvre des remontées de plinthes en revêtement souple ;
- Les réservations de passages, trémies et fourreaux nécessaires aux autres corps d'état, remis en temps utile au présent lot ;
- Les sujétions pour finitions telles que arêtes, cueillies, raccords ;
- Les revêtements sur tous supports, les études, calculs, tracés, dessins d'exécution et de détails des ouvrages, la vérification des matériaux choisis aux prescriptions réglementaires, notamment à celles contractuelles de résistance, de non-soulèvement, d'adaptation à l'hygrométrie des locaux ;
- La remise des échantillons et des procès-verbaux d'agrément et de classification ;
- L'enlèvement des déchets, débris et emballages de l'entrepreneur ;
- Les travaux de finition avant réception.
-

Sont également inclus, les préparations des supports pour finition, les raccords tels que :

- Raccords au droit des menuiseries ;
- Raccords après les essais de réception ;
- La protection des ouvrages non peints.

L'entrepreneur sera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer leur protection d'une manière efficace et durable.

Article 17. Matériaux

Les matériaux utilisés devront être neufs et de première qualité. Leur nature, leur qualité, leur mise en œuvre ainsi que l'exécution des ouvrages devront être conformes aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Les marques et références mentionnées dans les documents contractuels sont données à titre indicatif. Les entrepreneurs pourront proposer des matériaux de marques différentes, sous réserve qu'ils présentent une qualité équivalente et qu'ils aient obtenu le visa préalable de la maîtrise d'œuvre.

En l'absence de documents techniques détaillant les conditions, règles et prescriptions d'exécution, l'entrepreneur devra se conformer strictement aux recommandations du fabricant pour la mise en œuvre des matériaux.

Les matériaux seront stockés sur le chantier dans des conditions garantissant leur intégrité et leur conformité. Il est impératif que l'ensemble des matériaux employés soient parfaitement compatibles avec l'environnement et l'usage des locaux concernés. Cela implique notamment :

- Une résistance adaptée aux procédés rigoureux de nettoyage et de désinfection,
- L'utilisation de revêtements de sol antidérapants,
- L'absence d'émissions toxiques ou de contaminants,
- La conformité aux normes d'hygiène
- Une durabilité suffisante face aux contraintes spécifiques du milieu hospitalier.
- Toute non-conformité susceptible de compromettre la qualité, la sécurité ou la stérilité des locaux sera strictement exclue.

Article 18. Préparations

18.1. Isolement de chantier

Avant toute intervention, des travaux préparatoires d'isolement du chantier devront être réalisés. Chaque jour, un drap humide devra être installé à l'entrée de la chambre afin de limiter la propagation des poussières et particules.

Le calfeutrage devra être effectué avec soin, de manière à éviter tout risque de dispersion de poussière dans les circulations adjacentes en activité.

LOCALISATIONS :

R+1 : Service Maternité ;
R+3 : Service psychiatrie.

18.2. Arrachage des sols

Arrachage des sols souples existants, plinthes incluses, avec évacuation des déchets en décharge contrôlée.

Le chantier devra être maintenu propre en permanence, avec un nettoyage quotidien obligatoire en fin de journée.

Le transfert des matériaux de construction et de démolition devra obligatoirement s'effectuer selon le circuit validé par le service hygiène, et uniquement.

Les matériaux devront être transportés dans des conteneurs fermés, propres, fournis par le GH70, et recouverts d'une housse plastique.

Un drap humide devra être installé chaque jour à l'entrée du sas de chantier, afin de limiter les transferts de poussières et de particules vers les circulations adjacentes.

LOCALISATIONS :

R+1 : Service Maternité ;
R+3 : Service psychiatrie.

18.3. Arrachages des revêtement muraux

L'ensemble des revêtements muraux existants sera déposé sur toute la hauteur des parois verticales dans les zones concernées, conformément aux indications du plan projet.

Les travaux devront être réalisés avec précaution afin de ne pas endommager les supports, notamment lorsque ceux-ci sont destinés à être conservés ou remis en état.

Le titulaire devra s'assurer de l'élimination complète des anciens revêtements, y compris les éventuels résidus de colle ou d'enduit pouvant compromettre la pose ultérieure des nouveaux revêtements.

LOCALISATIONS :

R+1 : Service Maternité ;
R+3 : Service psychiatrie.

18.4. Ragréage des sols

Mise en place d'un primaire d'accrochage, ragréage P3 à raison de 1 kg/m² et ponçage soigné des supports.

Vérification de la siccité du support qui ne doit pas dépasser 4% d'humidité résiduelle testée par hygromètre à pointe.

LOCALISATIONS :

R+1 : Service Maternité ;

R+3 : Service psychiatrie.

Article 19. Fourniture et pose des revêtements PVC sols et murs

19.1. Fourniture et pose des revêtements de sols

Fourniture et pose d'un revêtement de sol, y compris les relevés en plinthes soudées aux revêtements muraux. Le revêtement devra être de type vinylique multicouche armé, isophonique avec une atténuation acoustique de 19 dB(A), antidérapant, fourni en lés de 2,00 m de largeur. Il devra appartenir au groupe d'abrasion T, être en PVC, avec une couche d'usure traitée polyuréthane (PU), et un traitement fongistatique et bactériostatique assurant un entretien facilité et une hygiène renforcée. Le revêtement devra présenter des propriétés antidérapantes conformes aux normes en vigueur pour les établissements de santé, avec un coefficient de glissance adapté (minimum R10 ou équivalent). La pose devra être réalisée conformément aux prescriptions du fabricant, avec utilisation des colles recommandées. Un marouflage final au rouleau sera effectué sur l'ensemble de la surface. Les joints seront soudés à chaud et l'étanchéité des rives devra être parfaitement assurée. Le revêtement devra répondre au classement de performance U4 P3 E2 C2 et présenter une réaction au feu classée M3. Les coloris seront choisis par la maîtrise d'ouvrage dans la gamme complète proposée par le fabricant.

LOCALISATIONS :

R+1 : Service Maternité ;

R+3 : Service psychiatrie.

19.2. Fourniture et pose des revêtements muraux

Fourniture et pose, sur toute hauteur des murs, d'un revêtement mural souple de type Taradouche ou équivalent, spécifiquement conçu pour les pièces humides telles que les salles de bains en milieu hospitalier. Le revêtement sera thermo-soudé à chaud en périphérie ainsi qu'à la jonction avec le revêtement de sol, assurant une parfaite étanchéité. Les finitions comprendront des angles arrondis et relevés conformes aux normes d'hygiène hospitalière, permettant un nettoyage aisé et limitant les risques de rétention d'eau ou de développement microbien. La pose devra être conforme aux prescriptions techniques du fabricant, avec colles et accessoires adaptés au support.

LOCALISATIONS :

R+1 : Service Maternité ;

R+3 : Service psychiatrie.

Article 20. Fourniture et pose d'accessoires divers

20.1. Protections d'angles

- Protection d'angle variable à visser type Classic Areta 51 des Ets C/S ACROVYN ou équivalent ;

- Protection d'angle composée d'un profilé de finition en acrovyn anti-choc, finement grainé (anti-rayure), non poreux, teinté dans la masse, clipsé sur un rail aluminium fixé mécaniquement au support ;
- Compris découpes, chutes, arase embouts et toutes sujétions de mise en œuvre ;
- Classement au feu : B - s2, d0 ;
- Dimensions 51 x 51 mm - Hauteur 1.00 m - Teintes au choix dans la gamme ;
- Mode de métré : à l'unité ;
- Position : angle dans la chambre.

20.2. Barres de seuil

La pose de barres de seuil rigides est exclue. La transition entre la salle de bains et la chambre sera assurée par un bourrelet en caoutchouc souple, garantissant une continuité étanche entre les revêtements de sol tout en assurant la sécurité et le confort des usagers.

20.3. Couvre joints et dilation de sols

Sans objet.

20.4. Plinthe PVC à coller

Sans objet.

Article 21. Nettoyage et remise en état d'habitabilité

Le nettoyage devra être réalisé de manière rigoureuse.

Le chantier devra être maintenu propre en permanence, avec un nettoyage quotidien obligatoire en fin de journée.

Le transfert des matériaux de construction et de démolition s'effectuera uniquement selon le circuit validé par le service hygiène, dans des conteneurs propres fournis par le GH70, recouverts d'une housse plastique.

Un drap humide sera installé chaque jour à l'entrée de la chambre afin de limiter les transferts de poussières et particules vers les circulations adjacentes.

Toutes les opérations de nettoyage, de confinement, de transfert et de protection seront strictement conformes aux prescriptions du service hygiène du GH70.

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner l'interruption immédiate du chantier, à la charge de l'entreprise.

Un bionettoyage complet des locaux sera réalisé par le GH70 après la fin des travaux et avant la remise en service.

Article 22. Prestation supplémentaire éventuelle

Sans objet.